

**Sommet des Balkans occidentaux -
Union européenne - Point de presse
conjoint de M. Emmanuel Macron,
président de la République, de Mme
Angela Merkel, chancelière de la
République fédérale d'Allemagne, et
de M. Paolo Gentiloni, président du
Conseil italien - Propos de M.
Macron**

(Trieste, 12 juillet 2017)

Cher Paolo, chère Angela,

Je me réjouis aussi de pouvoir participer à ce Sommet, où, dans quelques instants, nous allons évoquer en effet le sujet des Balkans, les avancées qui ont pu être faites et qui seront conduites dans les prochains mois, qui, sur différents sujets, en particulier, il a été évoqué les coopérations en matière de jeunesse, les rapprochements, sont des éléments importants et attendus de plusieurs pays et qui, je crois, nous importent aussi beaucoup.

Tu as pris l'initiative et je m'en réjouis de nous réunir pour parler plus largement de nos projets européens. Je veux dire ici la volonté qui est la mienne d'oeuvrer, avec la chancelière Merkel, le président du Conseil italien Gentiloni, justement sur ce sujet important d'une vraie refondation européenne à laquelle je crois, pour ma part, profondément.

Nous voyons tout ce qui a été fait et tout ce qui est conduit ces derniers temps par l'Union européenne. Nous en voyons aussi les insuffisances, qui imposent au niveau de l'Union européenne, comme de la zone Euro, de pouvoir donner une impulsion politique, que seuls les États fondateurs et toutes celles et ceux qui seront prêts à s'y associer pourront donner. C'est tout le travail que nous devons conduire dans les mois qui viennent, ensemble, de manière très étroite, pour pouvoir redonner une vraie vitalité politique à ce projet. Mais aussi en trouver les formes démocratiques, parce que je crois qu'il importe de pouvoir redonner une forme au projet européen et de lui redonner une intelligibilité pour l'ensemble de nos concitoyens. Sinon, nous manquerons quelque chose et nous laisserons la vitalité démocratique à celles et ceux qui, chaque jour, critiquent l'Europe. Cette volonté, nous la partageons. Donc, nous allons oeuvrer dans les prochains temps ensemble, afin de faire des propositions concrètes.

À plus court terme, c'est en effet le sujet des migrations qui nous a occupés. Je veux ici dire ici toute ma solidarité à l'égard de l'Italie. La France, sur le sujet des réfugiés, n'a pas toujours pris sa part. Je veux dire ici que nous sommes en train d'accélérer les relocalisations et que nous continuerons à le faire. Donc, à chaque fois que des réfugiés, des gens à qui on octroie l'asile sont identifiés, la France doit pouvoir les accueillir.

Je veux ici le faire dans un esprit à la fois d'humanité, d'exigence intellectuelle et d'efficacité pratique. D'humanité parce que les femmes et les hommes qui, naguère, venant de Syrie, aujourd'hui venant d'Érythrée ou de nombreux autres pays qui sont des combattants de la liberté, doivent être accueillis en Europe et tout particulièrement en France. Donc, nous prendrons notre part évidemment dans ce combat.

Ensuite, l'exigence intellectuelle, parce que dans nos débats publics aujourd'hui, nous confondons tous les sujets et nous confondons le sujet des réfugiés politiques et des migrants économiques, qui n'a rien à voir. Des femmes et des hommes qui risquent leur vie dans leur pays et qui demandent l'asile, c'est un devoir d'humanité. Mais nos pays ne peuvent accueillir l'ensemble des femmes et des hommes, qui, pour des raisons économiques, cherchent à venir vivre dans nos pays. Ces deux réalités sont profondément différentes, elles ne relèvent pas du même droit, elles ne relèvent pas du même devoir sur le plan moral. Je ne céderai pas à cet égard à l'esprit de confusion généralisée.

Enfin, cela suppose une efficacité et c'est le plan que, ce matin, le gouvernement a présenté en France, qui vise à réduire les délais de traitement administratif et qui est un élément essentiel, si la France veut pouvoir tenir son rang, jouer son rôle et être aux côtés de l'Italie et de l'Allemagne face à ces grandes migrations.

Donc, sur ce sujet, telle est mon ambition de véritablement conjuguer l'humanité et l'efficacité, pour, face à ces grandes migrations, avoir une France qui tient son rang, qui accueille dignement toutes les femmes et les hommes qui arrivent sur son territoire, qui est solidaire à l'égard en particulier de l'Italie qui a aujourd'hui une très forte pression, comme elle aurait dû l'être à l'égard de l'Allemagne hier et qui a l'humanité requise en termes d'accueil des réfugiés.

Enfin, nous avons évoqué les causes de cette crise et je souhaite que nous puissions ensemble apporter une réponse extrêmement étroite, organisée, pour, d'une part, procéder plus efficacement aux politiques de développement qui permettront de limiter ces migrations subies par de nombreux migrants économiques. C'est tout le sens de l'Alliance pour le Sahel, dont j'ai parlé il y a quelques jours à Bamako et sur laquelle nous allons, demain, encore travailler avec Angela et qui, je le pense, pourrait aussi faire l'objet d'une association plus étroite avec l'Italie, c'est notre volonté, pour coordonner notre action en matière de développement dans toute la zone sahélienne.

C'est l'action que nous venons de mener de manière résolue, ensemble, contre les trafiquants, qui sont des trafiquants d'armes, de drogue et des trafiquants humains, qui aujourd'hui exploitent la misère, utilisent justement les faiblesses et nourrissent bien souvent les terroristes dans toute la région.

Enfin, nous mènerons de manière conjointe plusieurs actions durant l'été pour essayer de stabiliser la zone et de prévenir ces flux. Parce que je pense que c'est un élément très important, si nous voulons éviter le risque pour des centaines de milliers de ressortissants Africains ou non Africains et si nous voulons agir efficacement contre les trafics et le terrorisme.

Merci en tout cas, à nouveau, Paolo, pour cette invitation et l'opportunité de cet échange.
Merci à vous./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)